

Ni austérité ni relance !

Pour une alternative à la dictature du capital

Le Pacte budgétaire européen, aussi appelé Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, va encore amplifier la mainmise des marchés financiers sur l'économie européenne. Cet accord adopté en mars 2012 entre les chefs d'États de la zone euro, chaque gouvernement est maintenant chargé de le faire ratifier dans son pays, d'une manière ou d'une autre, afin de le faire entrer en vigueur en janvier 2013. En exigeant des États de réduire leurs dettes publiques et de maintenir leur déficit actuel en dessous de 0,5% (la fameuse « règle d'or »), ce Pacte va engendrer une vague d'austérité et de récession en Europe. D'autant plus qu'il n'est pas question pour les gouvernants de redistribution des richesses. En France, à peine élu, Hollande annonce deux ans d'austérité. Par ailleurs, lui qui disait vouloir renégocier ce traité, il le signe des deux mains, et essaie de le faire passer en force à l'Assemblée nationale, avec les voix de la droite, au mépris de ses engagements.

L'application du Pacte budgétaire en France signifie qu'en un an le gouvernement devra faire entre 70 et 80 milliards d'économie (ou de recettes supplémentaires), soit 1,5 fois le budget de l'Éducation nationale. La cour des comptes est déjà en train de produire des rapports pour démanteler la Sécurité sociale et réduire les déficits. A côté de ça, après avoir fait mine de soutenir les salarié-e-s en butte aux licenciements, Montebourg affirme maintenant qu'il va être « difficile de maintenir l'usine de PSA Aulnay ». Ayrault parade à l'université du MEDEF, le patronat français, qui est en train de multiplier les plans de licenciements dans tous les secteurs industriels et marchands (construction hi-fi et informatique, filière de la téléphonie, aéronautique, etc.).

Tout cela n'a rien de surprenant. Si la situation n'est pas strictement équivalente à celle de l'ère Sarkozy, certaines données restent inchangées. **Nous vivons une crise d'ajustement des économies globalisées, ajustement aux intérêts des marchés financiers et des banques, mais aussi crise de surproduction, et raréfaction des ressources énergétiques et minières.** Hollande n'a jamais prétendu s'opposer au pouvoir des multinationales ou rompre avec la logique d'austérité qui règne en Europe (qu'il appelle simplement « rigueur »). Il s'est juste présenté en bon gestionnaire de l'économie capitaliste : de ce point de vue-là, il ne nous déçoit pas. Même les quelques progrès à venir sur les questions sociétales et écologiques semblent servir de contre-feux à la régression sociale et au green-washing permanent de ses alliés environnementaux. Pire, ils sont entachés par l'abjecte chasse aux Roms menée par le ministère de l'Intérieur cet été, et les incessantes concessions et reculades de Manuel Valls.

Partant de ce constat, l'émergence d'une force d'opposition anticapitaliste et antiproductiviste devient plus que jamais nécessaire.

Une force qui construise la résistance au Pacte budgétaire et à l'austérité en s'attaquant à ses causes : l'Union économique Européenne, sa monnaie spéculative l'Euro, et son objectif affiché de relance de la croissance. Nous ne voulons pas de ce "club des pays riches" qui s'appelle l'Europe : nous ne voulons ni relancer la production ni relancer la consommation.

Une force qui organise concrètement la riposte et la solidarité avec les peuples grecs, italiens, espagnols, portugais, irlandais frappés de plein fouet par les plans d'austérité exigés par la troïka européenne (BCE, FMI et commission européenne). En faisant vivre tout d'abord des solidarités concrètes et des revendications : droit au logement, accès à l'énergie, aux soins, à l'éducation, aux loisirs, éradication de la précarité et du chômage par une réduction massive du temps de travail...

En menant ensuite des expérimentations sociales en rupture avec l'ordre des choses dominant : réappropriation des outils de travail, occupations des terres, coopératives d'achats en circuits courts, régies publiques autogérées de production et de distribution de l'énergie, transports publics de proximité gratuits, monnaies de substitution...

Au lieu de cela, la « gauche » productiviste au gouvernement applique les vieilles recettes du couple mythique croissance/politique d'austérité. Il serait temps qu'une opposition, porteuse d'une alternative anticapitaliste, antiproductiviste et radicalement écologiste s'organise pour y résister.

Alternative libertaire, le Mouvement des Objecteurs de Croissance et le Parti Pour la Décroissance appellent à manifester le 30 septembre sur ces bases.



www.les-oc.info

Alternative
Libertaire

www.Alternativelibertaire.org



www.partipourladecroissance.net